

14/20

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours : Complimentaire second grade

Epreuve : Droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Les conséquences civiles du divorce

La célèbre formule du Doyen Carbonnier "À chacun sa famille, à chacun son droit" annonce que les conséquences civiles du divorce seront bien différentes de celles qui régissent la rupture du pacte civil de solidarité ou celle du concubinage.

Le divorce, en tant que rupture définitive du lien matrimonial pour l'avenir, se distingue de l'annulation du mariage qui implique un anéantissement rétroactif, mais également de la séparation de corps qui représente un simple relâchement du lien matrimonial ("l'antichambre du divorce") et de la séparation de fait. Les conséquences civiles du divorce, telles qu'elles sont aujourd'hui prévues par le législateur, résultent de l'évolution du divorce. Ainsi, afin de rompre avec l'ancienne immutabilité du mariage, est institué en 1792 un divorce pour incompatibilité d'humeur. Si le divorce est maintenu en 1804, il connaît une longue éclipse de la loi de Bonald de 1816 à la loi Naquet de 1884 qui réouvre une possibilité de divorcer dans des conditions très strictes. La loi du 11 juillet 1975 portant réforme du divorce va naître dans des débats extrêmement violents tant au Parlement que dans la société civile. Cette réforme de 1975 ouvre des causes de divorce qui vont être liées aux conséquences de divorce. Ainsi, l'époux aux torts duquel était prononcé le divorce pour faute ne pouvait pas solliciter de prestation compensatoire, sauf

N°

1./..7

exception. La loi de 1975 maintenait également la clause de dureté par laquelle l'un des époux pouvait, pour des motifs confessionnels, s'opposer au divorce. La loi du 26 mai 2004 va réformer le droit du divorce dans un climat beaucoup plus apaisé. Si les causes sont maintenues, ce qui rappelle l'immutabilité du mariage, elles sont désormais dissociées des conséquences du divorce. Ainsi, le principe devient l'exception : la prestation compensatoire peut être allouée indépendamment des torts sauf si l'équité s'y oppose. La loi de 2004 consacre un véritable droit au divorce puisque des quatre cas prévus par la loi, outre le consentement mutuel, l'acceptation du principe de la rupture du mariage, l'altération définitive du lien conjugal et la faute permettent d'accéder au prononcé du divorce, la clause de dureté ayant été supprimée. L'objectif de la loi du 26 mai 2004 est de pacifier le divorce tant sur son fondement, grâce au système des passerelles, que sur ses conséquences. Ainsi, le juge aux affaires familiales, qui a désormais compétence pour prononcer le divorce mais également pour statuer sur ses conséquences, cherche à concilier les époux lors de la conciliation (article 252 du code civil). Ces derniers doivent faire une proposition de règlement de leurs intérêts pécuniaires et patrimoniaux dans l'assignation (article 257-2) et peuvent, à tout moment de l'instance, passer toutes conventions pour la liquidation et le partage de leur régime matrimonial (article 265-2). Objectif de contractualisation pour pacifier le divorce tant dans son principe que dans ses conséquences.

Néanmoins, cette volonté du législateur de pacifier, de contractualiser les conséquences du divorce se heurte à des contentieux récurrents soit au moment du prononcé du divorce (nom, prestation compensatoire) qu'après la dissolution du lien matrimonial.

Aussi bien convient-il d'envisager les conséquences civiles du divorce entre les époux (I) puis à l'égard des tiers (II).

I Les conséquences civiles du divorce entre les époux

Les conséquences civiles du divorce entre les époux se manifestent tant d'un point de vue extrapatrimonial (A) que d'un point de vue patrimonial (B).

A. Les conséquences extrapatrimoniales

Le divorce est la rupture définitive du lien matrimonial pour l'avenir.

Ainsi, le divorce fait disparaître le lien matrimonial qui existait entre les époux et avec lui tous les devoirs extrapatrimoniaux qui l'accompagnait, tel le devoir de fidélité notamment. C'est pourquoi l'article 263 du code civil prévoit que si les époux divorcés veulent se remarier, une nouvelle union doit être célébrée. Subsistent cependant l'effet acquisitif de nationalité française et les empêchements à mariage.

Par ailleurs, la dissolution du lien matrimonial va avoir pour conséquence la perte de la possibilité de porter le nom de son conjoint. Cette perte prévue par l'article 264 du code civil nourrit un contentieux important lorsque l'épouse, puisqu'il s'agit majoritairement de la femme, souhaite continuer à porter le nom de son conjoint.

Ainsi, toujours dans un souci de pacification, le législateur a prévu la possibilité par exception de conserver l'usage du nom de l'autre soit avec l'accord de ce dernier, soit l'autorisation du juge en justifiant d'un intérêt particulier pour lui ou les enfants. Cet intérêt, souverainement apprécié par le juge du fond, peut découler d'une notoriété acquise avec le nom du conjoint, de la présence d'enfants mineurs, ...

La volonté de contractualiser les effets du divorce afin de prévenir les litiges transparaît au sujet du nom dans l'arrêt rendu le 15 décembre 2010 (document 8) par la 1^{ère} chambre civile par lequel la Cour de Cassation sanctionne la Cour d'Appel d'avoir restreint

l'autorisation d'usage du nom dans le temps alors que l'époux l'avait autorisé sans limite. On voit ainsi que le juge dans les rites du législateur favorise les accords entre époux qui interviennent cependant moins fréquemment s'agissant des conséquences patrimoniales.

B. Les conséquences patrimoniales

En prononçant le divorce, le juge ordonne, à défaut de règlement conventionnel par les époux, la liquidation et le partage de leurs intérêts patrimoniaux (article 267 du code civil) (Civ 1^{ère}, 4 mars 2015 document 2).

Par ailleurs, le divorce met fin au devoir de secours à la date à laquelle le divorce a acquis force de chose jugée (article 260) soit lorsque les voies de recours sont épuisées soit lors de l'acquiescement des époux et, quand il est dicté dans le temps, de la date de l'acquiescement du second époux (Civ 1^{ère}, 31 mars 2010, document 9).

Dans les rapports entre les époux, le jugement de divorce prend effet à la date de l'homologation lorsqu'il est prononcé par consentement mutuel, soit à la date de l'ordonnance de non conciliation dans les autres cas. Les époux peuvent également demander au juge de fixer la date des effets du divorce dans leurs rapports mutuels au jour où ils ont cessé de cohabiter et de collaborer, la Cour de cassation précisant que cette date ne peut être qu'antérieure à l'ordonnance de non conciliation (Civ 1^{ère}, 18 mai 2011, document 7). Le divorce est sans effet sur les avantages matrimoniaux qui prennent effet au cours du mariage et sur les donations de biens présents (article 265) et la Cour de cassation reconnaît en caractère impératif à cette disposition et déclare illicite la clause de non divorce stipulée à l'acte de donation (Civ 1^{ère}, 14 mars 2012, document 5). En revanche, le divorce entraîne la révocation des avantages matrimoniaux qui ne prennent effet qu'à la dissolution du régime matrimonial ou au décès et des dispositions à cause de mort, sauf volonté contraire.

(Remplir cette partie à l'aide de la notice)

Concours :

Complimentaire second grade

Epreuve :

Droit civil

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Mais c'est particulièrement le contentieux de l'indemnisation financière que le législateur n'est pas parvenu à canaliser. A la rupture du mariage, une prestation compensatoire peut être allouée à l'un des époux pour compenser la disparité que la rupture du mariage crée dans les conditions de vie respectives. Le Doyen Carbonnier disait que "la prestation compensatoire était mal née et qu'elle avait été mal élevée". Si son caractère alimentaire est certain, elle revêt également un caractère indemnitaire. Elle est fixée au moment de l'action en divorce (Civ 1^{ère}, 11 septembre 2013, document 4) et relève du pouvoir souverain d'appréciation des juges du fond (Civ 1^{ère}, 18 janvier 2012, document 6) bien que le Juge de l'application contrôle le respect des critères de l'article 271 du code civil (Civ 1^{ère}, 4 mars 2015, document 2 et Civ 1^{ère}, 18 mai 2011, document 7). De caractère forfaitaire et versée en capital, elle peut par exception être versée sous forme de rente ce qui multiplie les contentieux lors du décès du débiteur-rentier. Enfin, le divorce peut ouvrir droit à l'allocation de dommages et intérêts sur le fondement de l'article 266 du code civil si le divorce a pour lui des conséquences d'une exceptionnelle gravité (ancienne clause de dureté) ou de l'article 1382 du code civil, droit commun de la responsabilité, pour tout autre préjudice (Civ 1^{ère}, 18 janvier 2012, document 6). Ces demandes indemnitaires alimentent un important contentieux.

N°

5/...7

II Les conséquences civiles du divorce à l'égard des tiers

Les conséquences civiles du divorce à l'égard des tiers se manifestent d'une part à l'égard des enfants (A) et d'autre part à l'égard des créanciers des époux (B).

A. Les conséquences à l'égard des enfants

Le couple parental survit au couple conjugal et, à cet égard également, le législateur a tenu à favoriser les accords entre les époux au moment du divorce pour organiser les modalités d'exercice de l'autorité parentale et la contribution à l'éducation et l'éducation des enfants. Si la séparation des parents doit être sans incidence sur les règles de dévolution de l'autorité parentale, il n'en demeure pas moins en pratique qu'il peut être difficile de maintenir des relations avec les enfants, notamment en cas d'éloignement géographique, ou pour des motifs graves.

Pourtant, la Cour de cassation vérifie les motifs graves qui pourraient s'opposer au maintien des relations personnelles cherchant ainsi à limiter les conséquences de la séparation pour les enfants (Civ. 1^{re}, 28 mai 2015, document 1).

À l'égard des enfants, il est également important de relever que la responsabilité des parents du fait de leur enfant prévue par l'article 1384 alinéa 4 du code civil aujourd'hui totalement écartée puisqu'un simple fait causal de l'enfant suffit, survit au divorce et les critères de cohabitation et d'autorité parentale tendent aujourd'hui à se confondre.

B. Les conséquences à l'égard des créanciers

La transcription du divorce ou les actes de mariage et de naissance des époux prévue par l'article 262 du code civil assure l'opposabilité du jugement de divorce aux tiers.

Cependant, pendant de la validité aux dettes matrimoniales prévues par l'article 220 du code civil, les époux restent tenus des engagements financiers contractés envers les tiers (obligation à la dette) et la question de la contribution à la dette se pose au moment de la liquidation du régime matrimonial.

Jusqu'à la transcription du jugement de divorce, les époux demeurent cotitulaires du bail dans lesquels ils auraient établis le domicile conjugal.

Il convient en conclusion d'observer que la volonté législative de pacification du principe et des conséquences du divorce n'a pas permis de supprimer toutes les conflits inhérents à la rupture du lien matrimonial. Cependant, le juge en vérifiant les conventions qui lui sont soumises pourrait prévenir de futurs conflits. La déjudiciarisation annoncée des divorces par consentement mutuel pourrait faire renaître des conflits.